

L'ÉCOLE DES ANNALES ET LES PROBLÈMES ACTUELS DE L'HISTOIRE⁽¹⁾

Je voudrais tenter de situer l'Ecole des Annales dans l'évolution de la recherche historique et des Sciences en France depuis un demi-siècle. A-t-on le droit de parler d'une Ecole des Annales ? Par quoi se définit-elle ? Et surtout comment s'est-elle progressivement définie ? Il semble à cet égard qu'il soit nécessaire de distinguer une première étape « fondatrice » qui irait de la création de la revue à la fin des années 50, étape d'ouverture de l'histoire aux Sciences Sociales et une deuxième étape qui se développe aujourd'hui où, par une sorte de renversement des rôles, l'histoire propose par questionnements et confrontations son propre point de vue aux Sciences Sociales. Nous pourrions enfin tenter par quelques exemples d'esquisser l'avenir de l'histoire... et donc de l'Ecole des Annales.

Y a-t-il une Ecole des Annales ? « L'Ecole des Annales » est devenue célèbre, trop célèbre peut-être ; toutes les réputations sont faites en partie de légendes et de reconstructions imaginaires. On a donc présenté comme une entreprise organisée, dogmatique ce qui a été d'abord la rencontre et l'amitié de deux grands historiens, deux fortes personnalités, assez différentes l'une de l'autre : Lucien Febvre et Marc Bloch. Ce qui a été ensuite un groupe d'affinités, de tendances et d'humeurs historiques voisines. La situation de l'Ecole dans le monde scientifique s'est transformée avec les dimensions et l'audience de la revue. Au début : un petit réseau international, un groupe militant, marginal par rapport à l'Université et une revue à faible tirage. Aujourd'hui, la revue tire à 5.000 exemplaires : elle a plus de 4.000 abonnés dont la moitié d'étrangers répartis sur les cinq continents. « L'Ecole des Annales » est devenue illustre, reconnue sinon « établie » dans le milieu universitaire français. Pour de jeunes chercheurs, allemands, italiens, américains, japonais, qui s'intéressent aux problèmes historiographiques, elle devient aujourd'hui objet de recherche, voire sujet de thèse.

Le passage de la secte au courant établi n'a pu se faire sans un brassage et une diversification importants. Méfions-nous des étiquettes. La France — cela fait partie de l'héritage des « lumières », a le goût des écoles de pensée, terroristes et parisiennes, des modes intellectuelles qu'elle transforme aussitôt en produits d'exportation. L'Ecole des Annales n'est pas un courant exclusivement français : en Italie, en Espagne, en Belgique surtout, des « sous-familles » des Annales ont pris racine très tôt et rayonnent aujourd'hui. Le grand historien Henri Pirenne fut associé à la fondation et aux premiers pas de la revue. A sa suite J. Dhondt, R. de Roover, Charles Verlinden, Van der Wee etc. ont apporté aux « Annales » une précieuse et fidèle collaboration.

(1) Exposé présenté à l'occasion du séminaire résidentiel qui s'est tenu au Rond Chêne, à Esneux, les 25, 26 et 27 novembre 1974 sous les auspices du Ministère de l'Education nationale.

L'Ecole des Annales ne se confond pas non plus complètement avec la revue. Certains historiens dont l'apport a été capital dans le secteur de la recherche, que l'on peut définir comme le courant des « Annales » ont très peu écrit dans la revue. Ainsi, Ernest Labrousse qui a renouvelé l'histoire économique et sociale de la France moderne et suscité dans ce domaine tant de thèses importantes, n'a écrit qu'un article dans les *Annales*. Pour prendre la mesure de cette Ecole historique, il faut ajouter à la revue, les publications de la VI^e Section de l'E.P.H.E. (2), les enquêtes, les thèses, les essais et d'autres collections où s'est exprimé le meilleur du renouveau historique.

Pas d'école dogmatique, pas de doctrine officielle et au départ deux tempéraments, peut-être même deux courants historiques différents. Un jeune philosophe marxiste vient de consacrer tout un ouvrage *Le Discours de l'Histoire* aux différents courants de l'Ecole des Annales. Sa démarche est contestable : Attentif aux problèmes théoriques de l'histoire, il s'est intéressé presque exclusivement aux « Préfaces » et aux articles méthodologiques. C'est un peu comme si l'on voulait analyser le génie de Corneille en se limitant à l'étude des préfaces de ses tragédies. Or comme les poètes ou les dramaturges, les historiens — qui sont presque toujours dans la formulation de mauvais théoriciens — placent leur pensée théorique à l'intérieur de leurs travaux, non dans leurs préfaces. Mais ce défaut mis à part, Gérard Mairet a fort bien montré que Lucien Febvre et Marc Bloch étaient à la source de deux courants parallèles mais nettement distincts. Chez Marc Bloch, une approche à base économique et sociale de l'histoire, assez structurée. Chez Lucien Febvre, la tentation d'une « histoire totale » à dominante culturelle. Il voit à juste titre une filiation Marc Bloch, Labrousse, Vilar et une filiation Febvre-Fernand Braudel. **Tendance** conviendrait mieux que **filiation**.

En examinant de plus près le champ des préférences délimité par l'Ecole des Annales, on découvrirait peut-être des oppositions encore plus surprenantes. Un des maîtres actuels de la sociologie française, historien de formation, me disait qu'à son avis, le vrai combat des *Annales* mené par Lucien Febvre ne visait pas tant l'histoire dite événementielle conceptualisée par Ch. Seignobos que l'approche mécaniste, type E. Labrousse. Selon lui, il y a deux types d'histoire : la première « mécaniste » dégage les bases socio-économiques sur lesquelles elle installe les comportements, les idéologies, les cultures, percevant entre les différents plans des interactions automatiques et permanentes. La seconde, plus subtile, moins systématique conçoit pour chaque plan un développement autonome : cheminement autonome du savoir, permanences des comportements culturels ec. ; cette conception plus proche de l'anthropologie serait celle de Lucien Febvre.

Pour en savoir plus, le mieux est de revenir aux origines, de voir comment l'Ecole des Annales s'est définie concrètement dans sa première période. La revue « Annales » fondée en 1929 fut conçue à ses débuts comme une revue de combat. Polémistes, Marc Bloch et Lucien Febvre l'étaient par tempérament et par conviction : contestataires dirait-on aujourd'hui. Ils contestaient l'histoire

(2) Ecole pratique des hautes études.

en place, l'école historique « sorbonarde » solidement attachée au dogme du **fait historique** et valorisaient à l'excès l'histoire politique. Dans une lettre au grand historien néerlandais Huizinga qu'il essayait d'attirer aux *Annales* Lucien Febvre explique que Marc Bloch et lui-même souhaitaient créer en France un peu l'équivalent de la *Vierteljahrschrift für Wirtschaft- und Sozialgeschichte* une revue essentiellement consacrée à l'histoire économique et sociale.

L'idée était de relancer l'histoire économique et sociale en France, de remplacer l'histoire des chefs, des rois, des généraux, des présidents du conseil ou même à la limite des leaders révolutionnaires, par une histoire des groupes sociaux, dans leur existence objective et dans la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. De remplacer également l'étude des **événements** par l'étude des systèmes, des structures en transformation. « L'événement historique » selon Ch. Seignobos, est ce qui n'arrive qu'une fois. Ce qui définit l'objet historique pour les tenants de l'événementiel, c'est son caractère accidentel contingent. Identifier un **fait**, c'est d'abord l'isoler du reste. Il est donc tout aussi impensable d'assimiler la réalité historique à une réalité expérimentale, réitérable que de vouloir y effectuer des regroupements, des mises en série, des comparaisons.

Lucien Febvre n'aimait pas le mot « structure » qu'il trouvait trop abstrait et passablement absurde. Nous sommes pourtant tenté de dire qu'il appréhende la réalité historique comme une réalité **structurale** : non pas immuable, fermée sur elle-même, mais organisée dont le mouvement est à la fois de reproduction et d'usure. Fonctionnement d'une société, d'un Etat, d'un système de pensée ou de sensibilité ; la démarche est semblable. L'historien opère toujours sur des **ensembles**.

Cette tendance était-elle vraiment nouvelle en 1929 ? Je pense que la création des « Annales » a été pour la pensée historique plus un ressourcement qu'une innovation. Il s'agissait de renouer avec une longue tradition française déjà vivante au XVIII^e siècle, non chez Voltaire, chez l'auteur du « Siècle de Louis XIV » ou de l'« Essai sur les mœurs » mais chez Montesquieu et plus encore chez ceux qu'on appelle les « arithméticiens politiques », Vauban, Boisguilbert, Moheau, Quesnay, etc. Les fondateurs de la pensée démographique et économique avaient en commun une tendance à l'analyse statistique et globale. Leur attention se portait non aux événements, aux individus qui s'illustraient dans tel ou tel domaine, mais aux conditions socio-économiques du développement.

L'idée que les décisions qui font l'événement, qui font l'histoire, étaient soumises non à des forces obscures, mais à des forces de production, à des forces sociales parfaitement analysables, s'affirme longuement dans la première moitié du XIX^e siècle. Le véritable ancêtre de l'Ecole des Annales n'est pas Michelet mais Guizot. Pour lui l'histoire se confond avec le cheminement irrésistible du progrès. Le triomphe de la liberté et de la démocratie constituent la fin de l'histoire, mais une fin qui doit s'accomplir nécessairement à travers le développement des forces sociales et des ressources économiques. La fin de l'histoire c'est le triomphe de la bourgeoisie. Quand on met en perspective

Guizot et Marx, on s'aperçoit que le « manifeste » est pleinement de son temps et que sa théorie évolutionniste de l'histoire se situe tout à fait en aval de celle de Guizot. Marx n'arrête pas l'accomplissement de l'histoire au triomphe de la bourgeoisie. Il va plus loin, mais à partir d'un système de pensée analogue, c'est-à-dire une vision globale qui donne la priorité au jeu des forces socio-économiques, identifiant développement, transformations et progrès.

Ce courant historique s'ensevelit dans la deuxième moitié du XIXe siècle, sous l'effet d'un double phénomène : le déferlement du nationalisme et le triomphe des nationalités. L'histoire s'est sentie alors investie d'une mission de légitimation. Il fallait justifier la Nation et l'Etat (on assiste aujourd'hui dans les jeunes Etats du Tiers-Monde et dans certaines démocraties populaires, particulièrement attentives à renforcer l'identité nationale à une mobilisation analogue de l'histoire... et des historiens). D'où la priorité donnée à l'histoire politique (gouvernementale ou parlementaire) et le développement d'un discours historique de plus en plus idéologique. Parallèlement la recherche historique subit la contagion du scientisme : les historiens tentent de transposer dans leur discipline la notion de fait empirique : *le fait historique* est devenu une sorte d'entité objective, isolable et presque autonome que l'on ne peut pas certes produire expérimentalement ni observer au microscope, mais que l'on retrouve dans son conservatoire naturel : les textes. « Je veux des textes » aimait à répéter Fustel de Coulanges quand on lui proposait une hypothèse. Le texte est le microscope de l'historien.

Sous l'effet conjugué du nationalisme et du scientisme, on assiste ainsi dans le dernier tiers du XIXe siècle à un très net rétrécissement du champ de l'histoire ; avant tout à un repli sur l'histoire événementielle : l'histoire est un lieu où se déroulent des événements ; le travail de l'historien est d'en retrouver le contenu exact et d'en reconstituer la chaîne. Ce repli sur l'événementiel a considérablement appauvri la pensée historique. Appauvrissement au demeurant salutaire et peut-être nécessaire, car il a laissé le champ libre à d'autres disciplines ; il a permis l'essor des Sciences Sociales qui sont un peu « sorties des côtes » de l'histoire, à son insu et ont occupé le territoire qu'elle n'occupait plus. Comme l'histoire renonçait à penser globalement la société, il a fallu forger une sociologie. Comme elle renonçait à penser le développement économique, l'économie politique a pris en charge l'analyse des transformations et des fluctuations (courbes des prix par exemple). E. Durkheim, M. Mauss, F. Simiand furent les ingénieurs pionniers de ces territoires abandonnés par l'histoire.

Le travail de l'historien pour Lucien Febvre ne part pas d'un fonds d'archives mais d'un problème. L'une des premières tâches de l'Ecole des Annales fut de mettre les historiens à l'écoute de ces sciences nouvelles ; non pour les suivre, les copier, leur demander un supplément d'information, mais pour se nourrir de leur problématique et enrichir ainsi l'objet de l'histoire. L'enrichir d'abord dans l'espace. C'est la contribution de l'école géographique qui est une des sources ou plutôt un des premiers affluents des Annales. Cette école géographique de l'immédiat après-guerre, avec Demangeon, Max Sorre etc. a donné à toute une famille d'historiens, Lucien Febvre lui-même, Fernand Braudel, Pierre Vilar, la tentation d'intégrer à l'analyse historique l'organisa-

tion de l'espace, de penser ensemble dans leur relation dialectique l'espace et le temps. L'enrichir également en récupérant toute la réalité sociale. Il fallait aller du côté des groupes sociaux, s'arracher à l'histoire officielle, publique, regardée par tout le monde mais faite par une minorité, pour aborder l'histoire profonde, anonyme des groupes sociaux, l'histoire faite par tout le monde. Etudier l'histoire des groupes sociaux non seulement à travers leurs fonctions et leurs intérêts économiques, mais aussi dans leur manière de penser, d'imaginer et de sentir.

C'est l'histoire des mentalités, expression magique aujourd'hui, forgée par et pour les historiens. Expression ambiguë au demeurant. Le concept de « mentalités » n'est utilisé ni par les psychologues ni par les sociologues, ni par les ethnologues. Cette ambiguïté que Lucien Febvre n'a nullement cherché à dissiper, a quelque chose de fécond, car les mentalités collectives qui s'expriment à travers l'histoire ne sont réductibles ni à des processus purement intellectuels, ni à une pure et simple psychologie sociale. On a peut-être sous-estimé l'influence de la pensée ethnologique sur Lucien Febvre et Marc Bloch et à travers eux, sur toute l'Ecole des Annales. L'histoire culturelle, telle qu'elle est prise en compte par l'Ecole des Annales est différente à la fois de l'histoire intellectuelle, histoire des idées ou histoire de l'art, telle que l'avait conçue jusque là la tradition française et de la « *Kulturgeschichte* » allemande, histoire des « formes nobles » de la civilisation. C'est l'ensemble des comportements qui expriment à telle époque et dans telle société une structure (Lucien Febvre dirait un « outillage ») mentale particulière, mais qui se manifestent aussi bien dans la création intellectuelle, dans les gestes que dans les habitudes alimentaires.

A trop considérer les échappées, les directions nouvelles qui ont connu depuis un succès de mode impressionnant, on finirait par oublier la base même de cette remise à jour de la réflexion historique : l'étude des structures et des fluctuations économiques. Ici encore, plus qu'ailleurs, la démarche historique interroge le passé en fonction du présent. L'Ecole des Annales est née en même temps que la crise de 29. Dès 1930 la crise est présente dans la revue par une chronique régulière.

Pour les historiens, elle est non seulement l'occasion d'un retour à l'analyse économique, mais le concept-clé autour duquel va prendre consistance une contribution originale de l'histoire à la pensée économique : l'importance accordée aux fluctuations, aux mouvements des prix comme indicateurs des cycles de production et des mécanismes du marché. C'est le rôle joué entre autres par François Simiand qui fut à cet égard un inspirateur direct de l'Ecole des Annales. Se manifeste ainsi l'entrée tardive du marxisme dans la recherche historique.

On sait que le marxisme est resté pendant longtemps en France une idéologie étrangère un peu méprisée, aussi bien par les économistes que par les historiens. Son introduction tardive dans la pensée universitaire, facilitée par le traumatisme de la crise économique, fait qu'il a pénétré chez les historiens par son aspect analytique, c'est-à-dire la critique de l'économie politique et l'étude des fluctuations, beaucoup plus que par son aspect idéologique, comme la lutte des classes, l'affirmation d'un sens de l'histoire et la valorisation des

mouvements révolutionnaires. Cette contribution analytique du marxisme, à travers François Simiand et Ernest Labrousse propose une **lecture de base** de la réalité historique : pour chaque période, définir la tendance économique et voir dans un deuxième temps si cette tendance renforce ou atténue les tensions sociales. Dans chaque crise, distinguer les « gagnants et les perdants » pour reprendre la formule d'Ernest Labrousse. Il faut pour cela partir d'un observatoire limité et cohérent. Pour l'Ancien Régime, en l'absence de statistiques continues et valables de la production, c'est le mouvement des prix qui convenait le mieux. Cette démarche rigoureuse, devenue aujourd'hui passablement rituelle, a eu son manifeste : c'est *L'Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, 2 vol., Paris, 1933 et *La crise de l'Economie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944.

L'attention nouvelle portée à l'évolution économique n'a pas seulement élargi le champ de l'histoire, complété sa problématique. Elle a enrichi les méthodes; car à travers l'analyse économique, la statistique a révolutionné la recherche historique. D'abord en s'appliquant aux données les plus quantifiables, c'est-à-dire les indices économiques : indices de production (nombreux seulement à partir du XIX^e siècle) ou données indirectes (prix, séries de dîmes etc.). L'histoire quantitative est passée très vite à des données et à des problèmes non strictement économiques. Par exemple, la démographie : la démographie historique a connu un essor remarquable dans les années 50 grâce aux travaux pionniers de Louis Henry et surtout de Pierre Goubert. Le grand article de P. Goubert sur les perspectives de la démographie historique, paru dans *les Annales*, eut un peu un rôle de manifeste.

La démographie historique est la lointaine héritière des « arithmétiques politiques » du XVIII^e siècle. Compter la population, c'est encore dégager les bases socio-économiques d'une époque, d'une société. Mais c'est aussi aller plus loin, car l'évolution d'une population, sa croissance ou sa non-croissance révèlent des aspects complexes du comportement collectif au-delà même des données et des forces objectives. Des techniques raffinées comme la « reconstitution des familles » permet de suivre l'évolution de la fécondité conjugale et de situer assez exactement l'apparition du contrôle des naissances. Or le passage d'une démographie prémalthusienne à une démographie malthusienne peut s'expliquer non seulement par une transformation des structures socio-économiques mais par une mutation culturelle, une modification des attitudes devant la vie. La statistique permet ainsi d'appréhender de manière plus cohérente un aspect de la réalité qui pouvait sembler à première vue non quantifiable.

Plus récemment, l'analyse statistique s'est étendue aux indicateurs culturels. Ce sont les études sur l'évolution de la production du livre, en particulier, les recherches faites sous la direction de François Furet sur le livre au XVIII^e siècle : on évalue à travers les inventaires de bibliothèques, les registres des privilèges ou des « permissions tacites » accordées par le roi, la ventilation des ouvrages par catégorie (droit, théologie, arts et lettres etc.) à telle ou telle époque : indice à la fois de production et de consommation littéraire. La statistique s'est étendue à la lexicologie, à divers aspects thématiques ou linguistiques : on mesure la fréquence de tel ou tel thème dans les dédicaces

de testaments pour définir l'attitude des milieux sociaux devant la mort (il faut citer ici en particulier le travail pionnier de Michel Vovelle), on compte même le poids des cierges, la courbe du poids des cierges commandés pour un enterrement indiquant telle tendance, tel investissement dans la mort ou à l'inverse tel désinvestissement et à travers cet indice le passage d'une conception religieuse à une conception laïque de la mort.

L'histoire quantitative semble vouée à une extension infinie. Elle peut aussi devenir une manie et l'alibi scientifique — nous pourrions dire « la blouse blanche » — de l'historien : la mesure peut tendre aussi à différer, sinon à remplacer, l'analyse et l'interprétation. Mais dans la plupart des cas, l'introduction de l'analyse statistique et de ses aspects les plus sophistiqués, par exemple l'analyse factorielle, ont eu pour fonction non de rendre « plus objective » l'analyse historique, mais de l'enrichir. La fréquence de tel ou tel phénomène indique son importance réelle et permet de passer du mythe à la réalité. Le rôle de l'historien n'est-il pas en tout premier lieu de distinguer le diagnostic social du simple préjugé ? Se méfier du sens commun et de tous les témoignages littéraires. Ainsi en démographie : quand on interrogeait les Français, et en particulier les gens âgés, pendant l'entre-deux-guerres, beaucoup avaient l'impression qu'il y avait trop d'enfants et que la surnatalité était la cause essentielle du chômage. Quand on fait le compte, on s'aperçoit que la France avait à cette époque le taux de croissance et le taux de fécondité le plus bas de son histoire. Il en est de même pour l'âge au mariage : à ne considérer que les témoignages littéraires pour les XVII^e et XVIII^e siècles, on en retire l'impression que les gens se mariaient très tôt. Les premiers dépouillements systématiques des registres paroissiaux ont révélé l'inverse : la moyenne d'âge était beaucoup plus élevée que maintenant ; 24-25 ans pour les femmes, 27-28 pour les hommes, mais ceci uniquement pour les classes populaires (c'est-à-dire 95 % de la population). L'élite, c'est-à-dire 5 %, affirme sa différence par des mariages précoces (en particulier les filles). Or nos sources littéraires ne parlent que de ces 5 % en faisant semblant de parler pour l'ensemble.

Pendant cette première étape — en gros jusqu'aux années 60 — le principe qui a guidé l'Ecole des Annales et qui assure son unité, est que l'histoire ne peut se trouver qu'en se perdant ; l'histoire s'est renouvelée en allant vers les Sciences Sociales, non en se repliant sur l'historicisme et en s'enfermant dans sa spécificité. Les Annales ont milité pour le décloisonnement de toutes les disciplines, ce qui impliquait d'abord le décloisonnement de l'histoire. L'interdisciplinarité n'était pas un rêve de réconciliation générale, mais une manière d'élargir le savoir historique. Le danger d'une telle ouverture pour l'histoire, c'était d'éclater en une multitude de sous-disciplines, simples succursales des Sciences Sociales. Ces dernières se seraient assez facilement résignées à la disparition de l'histoire. Mais c'était compter sans certains traits irréductibles de la démarche historique : des méthodes particulières qui tiennent au fait qu'on ne peut traiter une réalité passée comme une réalité présente et un point de vue synthétique. Le changement qui est la dimension naturelle de l'histoire unifie la réalité.

Rien de ce qui concerne l'homme n'est en dehors du champ de l'histoire.

Certes l'Ecole des Annales n'a pas encore épuisé ce programme ambitieux, mais elle a considérablement élargi le domaine de l'histoire en y intégrant des sphères de l'activité humaine que l'on croyait réfractaires à l'histoire, données immuables et naturelles. Ce fut par exemple dans les années 50 les premières enquêtes sur la vie matérielle, en particulier l'histoire des habitudes et des régimes alimentaires. Il y a une histoire de l'alimentation comme il y a une histoire des guerres, mais chacune à son rythme. En s'élargissant, la recherche historique s'est habituée progressivement à une conception pluraliste des temps de l'histoire dont Fernand Braudel a proposé, dans un article célèbre, l'approche théorique la plus complète : non seulement il révélait derrière l'événementiel, le spectaculaire du « temps court », tous les aspects du milieu humain, lents à changer mais non immuables, tout l'encadrement matériel et mental de notre vie « prisons de la longue durée », mais il démontrait le mécanisme complexe du changement où plusieurs temporalités se télescopent, agissent l'une sur l'autre, s'additionnent ou s'annulent sans jamais renoncer à leur rythme autonome.

Où en est-on maintenant après plus de 40 ans d'existence des « Annales » ? Les Sciences Sociales sont devenues des sciences « établies ». Elles ont toutes leur langage, leur territoire, leur revue. Au moment de sa fondation, la revue « Annales » pouvait apparaître sans difficulté comme une revue interdisciplinaire, mais aujourd'hui la concurrence des revues spécialisées diminue son pouvoir d'attraction sur la production scientifique non directement historique. Du même coup, le renforcement institutionnel des Sciences Humaines a accru en histoire, la tendance au cloisonnement. De plus en plus, les historiens délimitent leur spécialité non seulement en fonction de la période qu'ils étudient mais des techniques qu'ils utilisent. On est historien économiste, historien démographe, historien des mentalités. A terme, il y a menace d'une certaine dissolution du savoir historique et de sa disparition en tant que savoir autonome. Et l'on voit déjà renaître le vieux démon du cloisonnement contre lequel Lucien Febvre et Marc Bloch étaient partis en guerre. Il faut donc reprendre « le combat par l'histoire ». Deux tâches essentielles s'imposent à cet effort de renouvellement : 1) **Enrichir les méthodes**. La statistique qui a représenté l'approche méthodologique la plus efficace des « premières Annales » fait place désormais à la notion de modèle (ou de structure) qui intègre à une analyse objective ce qui était rebelle à toute formulation mathématique. La notion de modèle permet en outre de mettre en contact les différents plans de l'histoire, d'éviter la perspective linéaire vers quoi tendait la méthode statistique. Une statistique se fait toujours sur une série homogène ; on dégagait une évolution économique, une évolution démographique, mais on négligeait parfois les interactions entre les phénomènes économiques et démographiques. Or ce qui permet d'expliquer une évolution démographique, c'est justement un ensemble de facteurs non démographiques, telle conjoncture extérieure, telle modification économique ou telle mutation culturelle.

La notion de modèle, héritée de l'anthropologie, permet de reconstituer l'ensemble du processus historique. On peut dégager par exemple un modèle de l'Ancien Régime à base démographique qui rend compte à la fois de la permanence et du changement. Modèle d'équilibre mais non modèle

stationnaire, où les crises et les phases de récupération dont les témoins n'ont retenu et transmis qu'une image de chaos, d'effroi, de violence ou d'expansion euphorique, s'articulent pour accomplir dans le long terme un cycle sans croissance véritable. Un système donc qui transcende à la fois l'économie, la société et l'Etat.

2) **Enrichir l'objet de l'histoire.** Et d'abord dans l'espace en réagissant contre la tendance originelle et permanente de notre regard scientifique à l'eurocentrisme: C'est le sens de l'apparition dans la revue d'une nouvelle rubrique « l'Histoire sauf l'Europe ». Il faut se libérer de l'idée que l'Europe est le nombril de l'histoire, qu'elle a dirigé toute l'histoire du monde et que l'évolution de l'humanité ne peut être pensée qu'à travers elle. Toutes les théories du développement historique auxquelles nous avons l'habitude de nous référer, y compris le marxisme, ont projeté sur l'ensemble du monde le schéma d'évolution qu'a suivi l'Europe. Or, nous découvrons aujourd'hui, grâce là encore aux ouvertures de l'ethnologie, que les autres continents ont leur propre histoire, leur propre culture, leur propre type d'évolution. Cette déseuropéanisation de l'histoire à laquelle les « Annales » ont contribué s'est faite en partie sous la pression de la décolonisation. Elle a fini de détruire la mystique de l'évolution linéaire de l'histoire qui confondait évolution historique et évolution de l'Europe, au profit d'un relativisme extrêmement fécond.

L'enrichissement de l'objet de l'histoire va plus loin. A un premier stade, les « Annales » fixaient comme limite à la curiosité de l'historien la présence de l'homme. Aujourd'hui, les historiens à la suite d'E. Le Roy Ladurie qui dans la préface de son *Histoire du climat*, proposait le projet d'une histoire naturelle, abordent de plus en plus nettement une histoire dont l'homme n'est pas absent mais dont il n'est pas forcément le centre ou l'auteur. Cette préoccupation rejoint une tendance diffuse dans toutes les sciences humaines qui remet en cause l'anthropocentrisme sous-jacent à tous les types d'approches traditionnels. Un exemple seulement pour situer cet effort de renouvellement : on met l'accent aujourd'hui sur le rôle des déterminants climatiques et biologiques (comme le phénomène épidémique) dans l'histoire des sociétés. Certes l'histoire des épidémies n'est pas une histoire complètement involontaire et innocente ; quand les sociétés paralysées par certains blocages culturels sont incapables d'inventer le remède et surtout de l'appliquer à telle ou telle épidémie ; quand les contagions sociales dans des sociétés fortement inégalitaires, maintiennent toute une partie de la population dans un état de grande vulnérabilité biologique, les épidémies se révèlent nécessairement plus meurtrières. On peut donc rattacher l'histoire épidémique à une histoire plus classique, socio-culturelle ou socio-économique, une histoire dominée sinon contrôlée par l'homme. Mais on s'aperçoit très vite que l'élément décisif de l'histoire épidémique, l'évolution du phénomène microbien proprement dit échappent complètement à l'intervention de l'homme.

On s'est posé la question par exemple à propos de la Peste. Comment expliquer qu'après avoir ravagé l'Europe pendant plus de 4 siècles, la peste disparaît en Europe occidentale au début du XVIII^e siècle ? Une première

explication progressiste, rassurante, a mis en avant le progrès général de la société : progrès de la science, de la médecine, surtout progrès économiques. En réalité, le point de départ du changement semble se situer plus vraisemblablement chez les rats que chez les hommes ou du moins dans une modification du milieu microbien. Cet exemple ne doit pas nous conduire à ignorer l'homme, à l'exclure du développement historique, mais à cesser de le construire artificiellement, comme la source de toute intervention, de toute organisation donc de toute explication.

Cette nouvelle démarche n'est pas sans danger. Le danger serait d'aboutir — et on en a déjà fait le reproche à l'Ecole des Annales — à une histoire passive, une histoire déterminée par des forces inconscientes ou aveugles, et dans laquelle ne serait investi aucun sens, aucune volonté collective ou individuelle. Pierre Vilar a qualifié un jour la conception de l'histoire de Fernand Braudel « d'hypermatérialiste ». De fait, quand on avance dans ce livre merveilleux qu'est *La Méditerranée à l'époque de Philippe II* et qu'on passe progressivement des données structurelles à l'événementiel, on s'aperçoit que les événements (politique, diplomatique, batailles etc.) ne représentent qu'une pellicule de poussière à la surface des choses et n'ont aucune influence en profondeur sur le milieu méditerranéen.

On risque de retomber dans une histoire mécaniste. Lacune significative. Les « Annales » n'ont jamais pu intégrer l'histoire politique. Elles l'ont exclue au début pour réagir contre la tyrannie qu'elle exerçait sur le savoir historique. C'est pourquoi, l'histoire contemporaine tarde à assimiler l'esprit de la nouvelle école. Dans cette histoire proche, trop proche de nous, les événements politiques jouissent d'un prestige et d'un pouvoir de fascination particuliers dans la mesure où nous les rencontrons autant comme citoyens que comme historiens. Les catégories sont en apparence plus simples, alors qu'elles nagent en réalité en pleine subjectivité. Cl. Lévi-Strauss, dans un chapitre de *La Pensée sauvage*, où il critique la conception de l'histoire de Sartre, dénonce l'impuissance de l'histoire politique à observer avec assez de distance la réalité pour en fournir une analyse objective. Si l'on étudie la période contemporaine, dit-il en substance, on voit assez bien où se situe la droite et la gauche. Si l'on passe à la Fronde, il est déjà beaucoup plus difficile de définir la gauche et la droite dans la France du XVII^e siècle. Si l'on en vient à l'époque de Clovis, ces catégories n'ont plus de sens. Le problème ne vient pas de ce que la droite et la gauche ne sont pas des catégories intéressantes et pertinentes, mais elles font trop partie de nos propres déterminantes. Nous croyons regarder la réalité à l'œil nu ; nous la regardons en réalité à travers les lunettes de notre époque.

L'impossibilité à se tenir à distance est-elle l'infirmité majeure des historiens de la politique contemporaine ? En fait, cette histoire souffre également de ne pas pouvoir cesser d'être une histoire officielle. L'histoire a été longtemps au service des princes et elle risque toujours de le redevenir, même si les princes ont changé. A l'origine, l'histoire propagande : et l'on finit par prendre ce qu'on voudrait faire croire aux gens pour la réalité des choses. On prend l'histoire d'une petite couche sociale de la population, la classe gouvernante, pour l'ensemble de la population, mais on reste incapable de définir le lien profond qui s'établit entre les décisions prises par quelques-uns et le



mouvement global, les intérêts des différents groupes sociaux, les enjeux d'une société. Les « Annales » n'ont pu encore réformer l'histoire politique, non parce qu'elle représente un secteur secondaire, bien au contraire, mais parce qu'elle ne dispose pas encore d'un dispositif conceptuel rigoureux. Les historiens ne sont pas encore arrivés à théoriser les formes objectives du pouvoir : comment il se répartit, comment il fonctionne, quels rapports s'établissent entre ceux qui sont investis et ceux qui investissent.

L'autre tâche future de l'histoire est à nos yeux d'assurer sa survie face aux Sciences Sociales. On annonçait la mort de l'histoire dans les années 50. Les Sciences Sociales, dans leur phase d'euphorie, affirmaient parfois que l'histoire n'avait plus de raison d'être, qu'elle correspondait à une période archéologique de leur propre savoir. Comme l'alchimie a cédé la place à la chimie, l'histoire céderait la place aux Sciences Sociales. Or, on constate aujourd'hui que l'histoire est plus vivante que jamais et que les Sciences Sociales sont presque toutes en proie à de profondes crises théoriques. Si elle survit et plutôt mieux que ses voisines, c'est qu'elle produit un savoir indispensable. Elle devra s'attacher dans l'avenir à justifier son utilité à la fois comme savoir propre et comme savoir synthétique. Les Sciences Sociales intègrent la dimension historique par l'analyse rétrospective. Les sociologues remontent un peu dans le temps — disons jusqu'au début du XXe siècle et souvent fort intelligemment. Leur contribution à l'histoire de la société contemporaine — je pense pour la France aux travaux de Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Michel Crozier, Alain Touraine, a été sans doute aussi féconde que celle des historiens. Mais outre que leurs recherches ne remontent pas très loin, elle ne s'exercent que dans les limites du découpage qu'ils ont opéré dans la réalité présente.

Or, il est plus facile d'isoler un aspect de la réalité présente qu'un aspect du passé. L'apport de l'histoire, science du changement, habituée à définir une conjoncture, une tendance à montrer les interactions et les dosages des différentes instances, se révèle là encore indispensable. Une évolution économique par exemple, n'est jamais pour l'historien un épisode d'économie pure. C'est en même temps un équilibre social, un système culturel, un comportement économique et son rôle est justement de voir comment se combinent les différents facteurs. Les anthropologues affirment parfois que le fonctionnement d'une société est réglé par les structures de parenté. Les historiens disent non ! Il y a des sociétés où la parenté détermine en grande partie les relations sociales, il y a des époques surtout où l'univers de la parenté est investi d'un fort pouvoir de socialisation. Mais à d'autres époques, ce pouvoir peut passer à l'Etat et aux relations extra-familiales. C'est le rôle de l'historien de montrer, en définissant à chaque fois la conjoncture que, si les divers niveaux de la réalité sociale ont une histoire parallèle, leur poids respectif varie. Le caractère synthétique du savoir historique le met en bonne place pour imposer prochainement une redéfinition de la science de l'homme, trop hâtivement morcelée. Si cette science de l'homme remplace un jour dans l'enseignement les vieilles humanités, l'histoire sera appelée, je pense, à y jouer un rôle important.

L'histoire peut être le pivot des nouvelles humanités. Notre culture change ; elle a été fondée sur le grec, le latin et la littérature. Ce qu'on

apprenait à travers la littérature; ce n'était pas uniquement le beau parler, mais la psychologie et les valeurs morales. Le cours de français était primordial parce qu'il avait une fonction culturelle et idéologique. Il devait nous inculquer un système de valeurs et un système de comportement. Ce type d'enseignement est révolu, car le code qu'il a mission de communiquer est de moins en moins capable de déchiffrer le monde qui nous entoure. Quand on ouvre la radio ou la télévision, on ne parle plus de littérature, mais le discours du journaliste est fait d'économie politique, de sociologie et de psychanalyse. Il utilise les sous-produits des Sciences humaines. Les nouvelles humanités vont se constituer à partir de ce *corpus*. L'histoire doit y intervenir pour permettre à l'enfant, à l'homme futur, d'analyser et de critiquer l'organisation de la société, de maîtriser les forces qui l'entourent.

Elle doit l'aider également à forger une éthique moderne non plus fondée sur l'universalisme classique mais sur la relativité et la reconnaissance de la pluralité des cultures. Qui mieux que l'histoire, habituée à circonscrire le changement, peut rendre familière cette notion ? L'un des dangers qui menacent notre société, c'est que trop installée dans ses certitudes elle devienne incapable de concevoir et de supporter que d'autres sociétés puissent faire d'autres choix. Dans la société industrielle, formidable machine à produire, les hommes doivent non seulement produire, mais se dire qu'ils fabriquent leur bonheur et qu'ils agissent pour le progrès de l'humanité. L'une des retombées empoisonnées de l'enseignement généralisé, est que les gens sont de plus en plus convaincus du bon droit, de la supériorité et de l'universalité de leur culture. Plus le mode de vie s'uniformise, plus on le considère comme le seul possible : d'où le déferlement des intolérances et du racisme. On se demande pourquoi le racisme, condamné par près d'un siècle de cours d'instruction civique, est plus vivant que jamais. C'est parce que l'idéologie implicite de notre vie quotidienne annule l'inculcation scolaire. Le rôle de l'histoire, à mes yeux, est justement de montrer que notre société n'est pas l'apothéose d'une évolution historique, — il faut démystifier les certitudes dangereuses de l'idéologie du progrès, — mais une étape du développement historique et une forme de développement parmi d'autres. L'ethnologie peut jouer un rôle analogue. Mais l'histoire doublant le pluralisme spatial d'un pluralisme temporel doit conforter la tolérance, seule base possible d'une nouvelle éthique de l'homme.

André BURGUIÈRE